

Ecrit par le 3 juillet 2026

Crédit immobilier : la fête est finie



Après 4 années records avec des taux de crédits immobiliers autour de 1%, le début de l'année 2023 a mis fin à cette euphorie dans le secteur immobilier. Ainsi, selon le dernier observatoire du crédit immobilier de [Meilleurtaux](#), la hausse des taux observée depuis quelques mois et la baisse de l'offre des biens et des crédits ont conduit au fort ralentissement que nous observons aujourd'hui. La guerre en Ukraine, la crise énergétique ont entraîné une reprise très forte et très rapide de l'inflation, qui a poussé la Banque centrale européenne à relever à plusieurs reprises ses taux directeurs contribuant ainsi à renchérir le coût de l'argent de manière très rapide.

« Après l'euphorie, le marché est aujourd'hui atone avec une baisse de la demande, de l'offre et des restrictions bancaires fortes avec une baisse de la demande qui s'accroît au cours du second trimestre 2023, » constate Mael Bernier, porte-parole de Meilleurtaux.com.

Finis les taux à 1%, en juin 2022, la très grande majorité des barèmes bancaires se situaient entre 1,50%

Ecrit par le 3 juillet 2026

et 1,90%. En juin 2023, près de 80% des barèmes dépassent les 3,70% sur 20 ans.

Le point sur les taux

Emprunt 200 000€	Taux moyen 20 ans	mensualité HA	Coût du crédit
2012	3,90%	1201	88 848
2013	3,35%	1145	74 695
2014	3,01%	1110	66647
2015	2,40%	1050	52 021
2016	1,83%	996	38 978
2017	1,70%	984	36 063
2018	1,62%	976	34 280
2019	1,40%	956	29 421

Evolution des taux : que s'est-il passé entre juin 2022 et juin 2023 ?

La bonne nouvelle c'est que la stabilisation des OAT entraine un écart qui devient de plus en plus favorable aux banques avec les taux des crédits aux particuliers ce qui va les pousser à prêter plus ; par ailleurs, le taux d'usure, une nouvelle fois revu à la hausse atteint en juillet 2023, 5,09% sur les prêts sur 20 ans et plus. Une autre bonne nouvelle car il apparait plus en phase avec les taux pratiqués sur le marché. Rappelons-le, le taux d'usure, c'est le taux maximum légal tout compris (taux mais aussi assurance, garantie, frais etc...).

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le point sur les taux

Emprunt 200 000€	Taux moyen 20 ans	mensualité HA	Coût du crédit
2020	1,35%	951	28 325
2021	1,00%	920	20 749
Janvier 2022	1,20%	933	23 976
Avril 2022	1,50%	965	31 622
Juillet 2022	2%	1011	39 429
Octobre 2022	2,50%	1060	54 353
Janvier 2023	3,00%	1109	66 207
Mars 2023	3,20%	1129	71 038
Juillet 2023	3,80%	1191	85 837

Qu'en est-il du pouvoir d'achat immobilier des ménages français ?

L'impact de la hausse des taux : en janvier 2021, près de 70% des ménages avaient un taux d'endettement inférieur à 35% et seulement 22,13% supérieur à 40%. Sur les derniers mois et avec l'augmentation des taux, la situation se complique nettement.

En octobre 2022, 58,14% avaient un taux d'endettement inférieur à 35%, 13,47% entre 35% et 40% et 28,39% à plus de 40%.

En juin 2023, à peine un dossier sur 2 restent sous la barre des 35% d'endettement, c'est-à-dire finançables alors qu'un tiers dépassent les 40% d'endettement.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Coût du crédit et revenus nécessaires

Pour un prêt de 200 000€ sur 20 ans

	Taux	Mensualité ass comprise*	Revenus mensuels nets nécessaires
Janvier 2022	1,20%	994€	2 840€
Octobre 2022	2,50%	1 116€	3 190€
Mars 2023	3,20%	1 186€	3 380€
Juin 2023	3,80%	1 248€	3 560€

Si on se projette maintenant sur ce qui nous attend à la rentrée, à savoir des taux autour de 4%, la part des finançables va encore diminuer. En effet, l'impact est immédiat car pour un prêt de 200 000 euros sur 20 ans, les revenus mensuels nets nécessaires seront de 3 650 euros, pour une mensualité de 1 269 euros.

« Pour compenser la hausse des taux entre 2022 et 2023, il faut gagner 25% de plus ! »

Ainsi, entre janvier 2022 et septembre 2023, les ménages français auront perdu en moyenne entre 50 000 et 60 000 euros de capacité d'emprunt. Un autre exemple, en janvier 2022, pour des revenus nets de 4 000 euros et avec un taux aux alentours de 1,20%, la capacité d'emprunt du ménage était de 282 000 euros. En juin 2023, avec les mêmes conditions de départ et un taux à 3,80%, elle s'élève à 224 500 euros. En septembre 2023 la capacité d'emprunt sera à 221 000€.

Ecrit par le 3 juillet 2026

La réalité pour les ménages

Pour des revenus nets de 4000€ mensuels		
	Taux	Capacité d'emprunt
Janvier 2022	1,20%	282 000€
Octobre 2022	2,50%	251 000€
Mars 2023	3,20%	236 000€
Juin 2023	3,80%	224 500€
Septembre 2023	4%	221 000€

En moyenne entre 50 et 60 000€ de perdus pour les ménages en 18 mois !

« Entre 2021 et juin 2023, la part des dossiers finançables est passée de 70% à 55%. Il est indéniable qu'avec le contexte économique actuel et la hausse des taux, le pouvoir d'achat des ménages est très impacté. Pour un prêt de 200 000€ sur 20 ans, les mensualités ont augmenté et afin de compenser cette hausse, entre les 2 périodes de référence, il faudrait gagner 25% de plus ou espérer que la valeur des biens s'effondre de 25%, analyse Mael Bernier. Malheureusement aucune de ces solutions n'est réellement crédible. »

« Après 2022 qui a été une année charnière, l'année 2023 marquera sans doute le secteur immobilier comme l'année de la bascule, poursuit Maël Bernier. Finie l'euphorie, la hausse des taux grève les capacités d'emprunt et cette hausse n'est pas terminée, nous attendons 4% pour la rentrée. Par ailleurs, les dernières recommandations du HCSF, sont totalement insignifiantes et ne permettront pas de fluidifier le marché. La situation semble donc bloquée entre acheteurs qui attendent une hypothétique chute des prix, affaiblis par la baisse incessante de leur capacité d'emprunt et des propriétaires vendeurs de plus en plus rares. Pour conclure, il faut rappeler que la hausse des taux des 18 derniers mois ne se compenserait qu'avec une baisse des prix de 25%, c'est un scénario totalement improbable alors que la demande de logements ne cesse d'augmenter et que la construction est à l'arrêt ou presque. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

Attention aux arnaques téléphoniques aux faux agents de la Banque de France



La Banque de France alerte le public sur des tentatives d'escroqueries téléphoniques utilisant frauduleusement son nom et son numéro de téléphone.

Les escrocs prétendent appartenir au personnel de la Banque de France (souvent le service des fraudes) et demandent aux personnes contactées d'annuler des opérations prétendument frauduleuses en se connectant à leur espace personnel de leur banque. En réalité, les personnes procèdent à la validation d'opérations au profit des escrocs. Ces escrocs sont d'autant plus crédibles qu'ils parviennent à afficher, sur l'écran du téléphone de la personne contactée, le véritable numéro de la Banque de France et qu'ils détiennent des informations personnelles de leur victime, notamment ses coordonnées bancaires.

« La Banque de France ne sollicite jamais la communication de coordonnées bancaires, d'informations personnelles ou la validation/annulation d'une opération bancaire. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

Que faire si vous êtes victime ?

1. Contactez votre banque ! Signalez-lui rapidement les opérations frauduleuses, au plus tard dans les 13 mois de la date du débit. Ce délai est plus court* lorsque l'établissement du bénéficiaire du paiement se situe en dehors de l'Union Européenne ou de l'Espace Économique Européen. Pour rappel : votre banque doit rembourser la somme débitée. En cas de désaccord, la charge de la preuve appartient à la banque. Pour refuser de vous rembourser, la banque doit démontrer que vous avez été particulièrement négligent dans la conservation de vos données bancaires.

2. Déposez plainte : www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr

3. Enfin, vous pouvez contacter INFO ESCROQUERIES au 0 805 805 817 (appel gratuit du lundi au vendredi de 9h à 18h30) et/ou faire un signalement sur www.internet-signalement.gouv.fr.

L.G.

** Le délai est alors ramené à 70 jours (le contrat carte peut prévoir un délai plus long, ne pouvant dépasser 120 jours).*

Les banques qui réchauffent le plus la planète

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les banques qui réchauffent le plus la planète

Banques ayant le plus investi dans les énergies fossiles dans le monde de 2016 à 2022 (milliards de dollars)



JPMorgan Chase



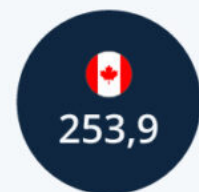
Citi



Wells Fargo



Bank of America



Banque royale du Canada



The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ



Barclays



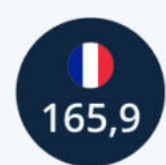
Mizuho



Banque Scotia



Banque Toronto-Dominion



BNP Paribas

Source : Rainforest Action Network



statista

Pour que l'économie puisse devenir climatiquement neutre, d'énormes investissements sont nécessaires. En effet, le tournant énergétique, celui de la [mobilité propre](#) et la généralisation des procédés innovants nécessiteront beaucoup d'argent pour être développé et mis en place. C'est là que les banques ont un rôle à jouer en tant que partenaires.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Malgré cela, des sommes énormes continuent d'être investies dans les énergies fossiles, comme le montre également un autre de nos [graphiques](#) sur les subventions mondiales - une contradiction si l'on regarde les objectifs climatiques.

Le « [Banking on Climate Chaos](#) » est un rapport produit par plusieurs associations environnementales internationales se penchant sur les activités des banques vis-à-vis des énergies fossiles depuis la signature des [accords de Paris](#) sur le climat.

Ce graphique indique les banques qui ont le plus investi dans les énergies fossiles depuis la signature en 2016 par 175 pays de cet accord international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Entre 2016 et 2022, la banque américaine JPMorgan Chase a ainsi investi plus de 434 milliards de dollars dans les énergies fossiles. [BNP Paribas](#) est la onzième banque mondiale ayant le plus investi dans ce secteur.

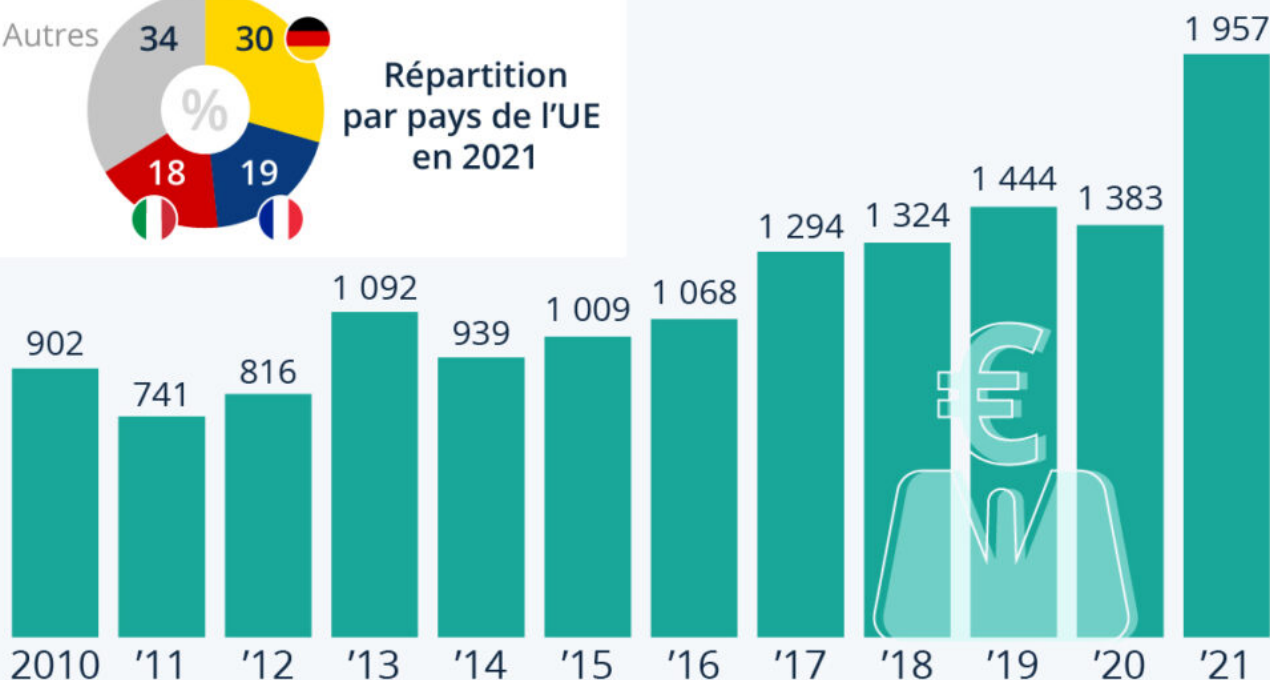
De Claire Villiers pour [Statista](#)

Il n'y a jamais eu autant de banquiers millionnaires dans l'UE

Ecrit par le 3 juillet 2026

Il n'y a jamais eu autant de banquiers millionnaires

Nombre de banquiers percevant une rémunération supérieure à 1 million d'euros dans l'Union européenne *



* Rémunération brute annuelle, primes comprises.

Source : Autorité bancaire européenne



statista

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a récemment publié son [rapport annuel](#) sur les hauts revenus. L'analyse, qui couvre la dernière décennie jusqu'en 2021, montre une hausse significative du nombre de banquiers et d'employés de sociétés d'investissement percevant une rémunération annuelle supérieure à 1 million d'euros dans les pays de l'Union européenne (UE).

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Cette augmentation est liée à la bonne performance globale des entreprises, en particulier dans le domaine de la [banque](#) d'investissement et du trading », précise l'ABE, mais aussi à la poursuite de l'exode post-Brexit des banquiers de Londres vers l'UE et à une hausse générale des salaires dans ce secteur.

Comme l'indique le graphique ci-dessus, on dénombrait au total 1957 banquiers millionnaires dans l'UE en 2021, un record, dont environ la moitié en Allemagne (585) et en France (371). Cette année-là, les principaux groupes bancaires français, tels [BNB Paribas](#) et [Société Générale](#), avaient signé des performances historiques, avec des revenus au plus haut depuis quinze ans.

Tristan Gaudiaut pour [Statista](#).

Banque Populaire Méditerranée : un ancrage dans le territoire pour soutenir les talents et favoriser l'économie locale

Ecrit par le 3 juillet 2026



La direction de la Banque Populaire Méditerranée, 'la BPMed', vient de faire point à Avignon sur le bilan 2022 et les perspectives 2023.

C'est d'abord son président, Philippe Henri qui rappelle l'historique de cette banque coopérative régionale : « En 1929, Joseph Chaix crée sa banque éponyme, dont le siège est Place Carnot à Avignon. Un siècle plus tard, à 3 ans près, (2016), elle fusionne avec la BPPC (Banque Populaire, Provençale et Corse) basée à Marseille, sur le Prado, ce qui donnera la BPMed. En 2023, nous sommes à la fois dans la continuité et le changement. Nous avons hérité de son côté proximité avec nos clients et avec le maillage du territoire grâce à toutes nos agences. Mais nous nous adaptions aussi aux temps nouveaux, l'humain reste essentiel et nous confortons notre expertise, nous aidons aussi la culture avec des partenariats de mécénat (comme avec le Quatuor Girard, les frères Capuçon ou la pianiste virtuose Jodyline Gallavardin venue à la Scala cet automne). Nous donnons un coup de pouce pour aider à mieux vivre ensemble quels que soient les défis. »

55 000 clients privés, 11 000 professionnels et 900 PME en Vaucluse

La directrice générale, Sabine Calba insiste : « Nous sommes effectivement au service du territoire, de ses talents, de ses entrepreneurs. Dans le Vaucluse nous totalisons 55 000 clients privés (+ 10% en 3 ans), 11 000 professionnels (+ 15% en 3 ans) et 900 PME. Notre rôle dans l'économie locale est donc majeur puisque nous avons injecté 330M€ en 2022 (soit 9% de nos financements globaux de la Région Sud). Nous avons à coeur d'être là où sont tous nos clients, c'est notre ADN. Et notre mantra, c'est un engagement de proximité avec un réseau d'une vingtaine d'agences et en plus un Centre d'Affaires Entreprises dédié. Nous avons investi 2,3M€ dans la rénovation des agences de Bollène, Courthézon, Le

Ecrit par le 3 juillet 2026

Pontet, Sorgues et Valréas. Dans un souci de cohérence, nous allons regrouper celles d'Orange et Pernes-Les-Fontaines. »

Elle poursuit : « Nous comptons 288 collaborateurs en Vaucluse (13% de nos effectifs globaux en Provence-Alpes-Côte d'Azur) et nous maintiendrons l'emploi en optimisant les équipes. Par exemple, avant nous avons deux sites à Avignon, sur le MIN et à Fontcouverte, désormais nous regroupons 75 collaborateurs à Fontcouverte, dans un souci de sobriété, de co-working, et de proximité géographique entre activités commerciales et de gestion ».

L'axe de développement des mois qui viennent est 'Le Plan Stratégie à l'horizon 2024' et la feuille de route est d'accompagner les clients dans la relance économique en cette période complexe. « On sera là pour les factures énergétiques, les prêts à rembourser, pour les boulangers, les charcutiers, les restaurateurs, les paysans, les personnels de santé, ce sera du cas par cas, du cousu main » ajoute la Directrice Générale. « Dans notre banque régionale, les décisions sont prises ici, pas à Neuilly, pas dans la macro-économie. Les dossiers on les suit pas à pas avec un conseiller dédié qui connaît les clients, est proche d'eux, les rencontre, leur téléphone, les rassure, les accompagne humainement pendant des années. »

Accélération de la croissance d'ici 2024

Sabine Calba poursuit : « Notre stratégie jusqu'en 2024, date où Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques au large de la Corniche, c'est ce 'Plan 2024' où il faudra accélérer la croissance avec 400M€ de PNB, 70M€ de résultats nets et un coefficient d'exploitation de 66%, chiffres qui sont déjà pour partie atteints grâce au dynamisme, à la motivation de toutes nos équipes. Et nous sommes toutes voiles dehors pour anticiper sur la banque de demain. Nous devons anticiper, suivre les évolutions indites par le télé-travail, la digitalisation, les modes de vie. »

Elle conclut : « Nos trois ambitions majeures sont d'être plus efficaces, plus engagés et plus entrepreneurs. Notre rôle de banquier n'est pas seulement celui d'un financier mais d'un partenaire à part entière. Aujourd'hui, à propos de questions sur leur contrat d'assurance-vie, nombre de nos clients, souvent âgés, sont ravis d'avoir une visio-conférence avec nos collaborateurs, ils n'ont pas besoin de prendre leur voiture pour un rendez-vous physique dans l'une de nos 20 agences de Vaucluse. Le client est notre colonne vertébrale, nous allons donc créer une agence dématérialisée spécialisée dans l'agriculture, l'arboriculture et la viticulture avec 3 collaborateurs dédiés pour accompagner notre clientèle rurale et favoriser le développement économique de nos territoires. Peut être demain une autre sera-t-elle imaginée pour aider les professions libérales, les pharmacies, les laboratoires d'analyses ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

Banque populaire Méditerranée : L'esprit de reconquête commence à payer



La banque populaire Méditerranée signe son meilleur résultat commercial depuis sa création, résultant de la fusion des entités provençales, corse et azuréeenne, en 2016.

« Une fierté », pour [Sabine Calba](#), sa directrice générale, se félicitant de « l'impact sur le territoire que nous couvrons : 3,4 milliards ont été injectés dans l'économie locale ». Dans le détail, un milliard pour les crédits d'équipement des entreprises, 2,1 milliards pour l'immobilier, le reste pour les crédits aux particuliers. Toute cette activité, florissante, rapporte un peu d'argent : 60 millions tout rond.

Elle reflète un renouveau que la banque attendait depuis longtemps, comme le fruit d'une modernisation et d'une augmentation de son périmètre. Mais elle est surtout venue des collaborateurs ayant suivi le mouvement. « Nous étions en bas de tableau il y a quelques années s'agissant de la satisfaction de tous nos clients. Nous sommes désormais sur le podium des Banques de notre groupe au plan national, pour tous les marchés ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le visage de la banque a changé

Tous les espoirs sont donc permis, incarnés par un plan adapté à la singularité de son territoire méditerranéen, de ses clients et de ses équipes. « Impulsion 2024 » prévoit ainsi d'accélérer la croissance du produit net bancaire (chiffre d'affaire) à PNB à 400 millions d'euros à fin 2024 pour un résultat net de 70 M€ et un coefficient d'exploitation (ratio mesurant la part des gains réalisés par une banque au regard de ses coûts fixes) à 66%. Ce pourcentage - honorable au regard de la moyenne du secteur - indique qu'il faudra sans doute mieux maîtriser les charges d'exploitation avec des collaborateurs « plus efficace et entrepreneurs ». Pour Sabine Alba, « il s'agit bien d'un plan de développement commercial, à l'écoute de nos clientèles en plaçant la satisfaction et l'expérience client au cœur de la relation ». Mais, à terme, l'objectif suppose un changement plus profond, celui de « revoir nos 'process' et notre organisation pour offrir des prestations de service de haute qualité, répondant aux transformations énergétiques, climatiques et sociologiques ».

La banque peut compter sur des collaborateurs dont le profil a changé. Au plan interne, celle-ci met en avant des progrès sur l'égalité professionnelle. « Après de nombreuses années de progression, les femmes composent actuellement 44% de la population des cadres de l'entreprise et l'ambition d'atteindre la parité est toujours d'actualité. Nous avons la volonté de recruter et d'attirer des talents autant parmi les femmes que les hommes. Afin d'y parvenir, nous maintenons un investissement élevé dans l'alternance avec une centaine d'élèves accueillis au sein de nos équipes chaque année. Nous faisons aussi évoluer les formations universitaires vers plus de compétences et nous sommes en mesure de fournir des opportunités d'évolution professionnelles nombreuses et diversifiées afin d'accompagner les évolutions de carrière en lien avec celles que connaît actuellement le monde bancaire ».

Trois questions cash

La hausse des taux est-elle une bonne nouvelle pour améliorer encore les résultats de la banque cette année ?

La hausse des taux, qui permettra de sortir de la situation de taux courts négatifs, est une bonne chose. Cependant la violence de la remontée actuelle des taux long terme n'est pas favorable à court terme car l'évolution du taux de production des crédits sera plus lente que celle des taux de refinancement.

Vos crédits aux entreprises et immobilier ont été en recul l'année dernière. Quelle évolution pour le premier semestre 2022 ?

Au début mai 2022, les crédits produits, aux particuliers et aux entreprises ou professionnels, sont en hausse de près de 5% par rapport à 2021.

Vous mentionnez près de 505 000 clients, combien correspondent à des comptes actifs ?

Environ 352 000 clients actifs face aux 505 000 clients, un taux proche de 70%.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Un nouveau directeur Entreprises pour LCL Méditerranée



[Vincent Tornamorell](#) est le nouveau Directeur Entreprises de la région Méditerranée au sein du groupe bancaire LCL. Diplômé d'Audencia, ce dernier a rejoint le marché des entreprises de LCL en 2003 en tant que chargé d'affaires. Il a ensuite occupé plusieurs postes au sein du groupe notamment celui de directeur du centre d'affaires viti-vini & Charentes à Bordeaux. En 2017, il est nommé responsable du pôle 'Performance et business intelligence' au siège de la banque en Ile-de-France avant de rejoindre son poste actuel au sein de LCL Méditerranée.

60 collaborateurs et 2 500 clients

Vincent Tornamorell est donc désormais à la tête d'un réseau de 8 implantations (Marseille, Aix-en-Provence, Avignon, Montpellier, Perpignan, Nice, Toulon et Bastia) regroupées au sein de 4 centres d'affaires dédiés à la clientèle des entreprises. A ce titre, il a la responsabilité de 60 collaborateurs au service de 2 500 clients PME et ETI, pour les régions Languedoc Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

Filiale du Crédit agricole, LCL regroupe 6 millions de clients particuliers, dont 216 000 clients Banque privée, 380 000 professionnels et 29 900 entreprises et institutionnels.

L.G.

Châteaurenard : le lycée Jean D'Ormesson ouvre un BTS Banque



A la rentrée 2022, il sera possible d'étudier le domaine bancaire en apprentissage au [lycée Jean D'Ormesson](#) à Châteaurenard. Une réunion d'informations sera organisée le mercredi 23 mars à ce sujet.

Vous vous intéressez aux métiers qui mêlent le relationnel et le commercial ? Le lycée Jean D'Ormesson proposera, dès la rentrée 2022, un Brevet de technicien supérieur (BTS) Banque en apprentissage, en partenariat avec le [GRETA-CFA Vaucluse](#). Cette formation, dont le recrutement se fait hors Parcoursup, sera étalée sur deux ans avec des cours les lundis et mardis, et un mercredi sur deux. Les apprentis travailleront en agence bancaire le reste de la semaine et pendant les périodes de vacances scolaires.

Pour en apprendre plus sur ce nouveau BTS, le GRETA-CFA Vaucluse invite toute personne intéressée à se présenter à la réunion d'informations qui aura lieu le mercredi 23 mars à 14h au lycée Jean D'Ormesson. Pour y participer, il faut confirmer sa présence par mail à assistante.tertiaire@greta-cfa-84.fr et venir avec son CV et une lettre de motivation destinée à un potentiel employeur. [Les pré-inscriptions pour la formation](#) sont d'ores et déjà ouvertes. Seul un baccalauréat est requis pour l'intégrer.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Réunion d'informations. Mercredi 23 mars. 14h. Lycée Jean D'Ormesson. 860 Avenue Jean Mermoz. Châteaurenard.

V.A.

Banques et Mission locale jeunes Grand Avignon : ensemble pour l'insertion durable



Ecrit par le 3 juillet 2026

Ce mercredi 8 décembre au Numéro 75 à Avignon, le Comité local des banques de Vaucluse ainsi que la Mission locale jeunes Grand Avignon ont abordé ensemble l'inclusion bancaire pour les personnes à fragilité financière. Julien Fraysse, sous-préfet à la Relance, a également présenté quelques chiffres en faveur du tissu économique vaclusien.

C'est à la suite de leur Assemblée générale que les membres du Comité local des banques de Vaucluse, sous la présidence d'[Olivier Grégoire](#) (Directeur centre affaires entreprises Crédit Mutuel), se sont réunis autour de la table. Julien Fraysse a rappelé la volonté des pouvoirs publics de soutenir les entreprises du territoire via le Plan de relance qui entre dans sa « phase d'ingénierie ». C'est ensuite le dispositif 'un jeune, un compte' présenté par [Isabelle Gineste](#), directrice de la Mission locale jeunes Grand Avignon, qui a animé les échanges. Objectif ? Avancer main dans la main avec les établissements bancaires en vue de faciliter les ouvertures de compte aux jeunes en difficulté et *in fine* leur insertion dans la vie active.

« Un jeune, un compte »

Isabelle Gineste a ainsi fait part des difficultés des jeunes en insertion pour ouvrir un compte bancaire dans les établissements. [Philippe Blanc](#), Directeur général adjoint du Crédit municipal Avignon, est pleinement mobilisé et souligne le cercle vicieux : « il est en effet difficile de monter un dossier car ils ne peuvent pas le faire sans posséder au préalable un compte. » Forte de 3,3 millions d'euros de budget, la Mission locale jeunes Grand Avignon œuvre au quotidien pour accompagner 5000 jeunes de 16 à 25 ans en sortie de système. « Nous sommes le volet cohésion sociale du Plan de relance », précise la directrice.

Depuis le Plan de pauvreté, davantage de fonds ont été mobilisés pour faciliter l'insertion durable, à travers la mobilité ou la formation. Les jeunes sont toutefois « confrontés à certaines difficultés au moment de déposer ces fonds en banque. » Pour pallier le problème, la Mission locale a noué un premier partenariat avec le [Crédit municipal d'Avignon](#) permettant de les alerter en cas de découvert ou autres irrégularités. « La Mission locale est alors garant et caution du lien », précise Isabelle Gineste. La Banque de France ([Gilles Duquenois](#), directeur départemental Vaucluse) intervient également pour animer des ateliers sur la bonne gestion du budget.

Offre spécifique en cas de fragilité financière

[Jérôme Cartenet](#), directeur de la Fédération bancaire française, rappelle qu'une offre spécifique existe en cas de fragilité financière. Elle permet de limiter les frais en cas d'incidents de paiement et d'irrégularités de fonctionnement de compte. Seulement, « nous rencontrons des difficultés à faire accepter ces solutions. L'absence de chéquier est un frein, mais c'est le moyen le plus risqué pour être à découvert. La carte de paiement à autorisation systématique est considérée comme limitative », explique-t-il. Il propose alors de prévoir dans le partenariat la mention du caractère sécurisant et surtout transitoire de l'offre.

En collaboration avec le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Banque Postale, les directeurs d'agence ont été sensibilisés à la problématique et des fiches navettes ont été instituées pour faciliter la communication et la prise en charge du jeune. « Nous sommes fiers de ce partenariat », souligne Isabelle

Ecrit par le 3 juillet 2026

Gineste, disposée à s'adapter aux contraintes des organismes bancaires : garantie, réglementation, secret professionnel. L'objectif est de déployer davantage de passerelles, instaurer une synergie entre les acteurs et jouer ce rôle d'articulation entre droit à l'inclusion et accompagnement. « Nous souhaitons que les jeunes prennent leur place dans l'économie », conclut-elle.

200M€ attribués en Vaucluse

Concernant l'économie vauclusienne à l'épreuve de la crise, Julien Fraysse ne souligne « pas de problématiques majeures de trésorerie mais quelques cas particuliers » sur lesquels la préfecture reste pleinement mobilisée. La CPME 84 a par ailleurs sollicité le sous-préfet à la Relance au regard de certaines entreprises qui attendent un nouveau report de la date de remboursement du PGE (Prêt garanti par l'État). 200M€ à minima ont été affectés en Vaucluse dans le cadre du Plan de relance à travers ses trois volets : l'écologie, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale. Les baisses d'impôts de production représentent 75M€, soit 1/3 du Plan de relance, devant les subventions classiques et le renforcement des fonds propres.

« Les industries commencent à sortir la tête de l'eau par rapport à la concurrence », rassure Julien Fraysse qui encourage à élaborer des dossiers dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA). L'objectif étant de contribuer au financement des investissements innovants : décarbonation, ville durable ou industries agroalimentaires (IAA), qui font la typicité du Vaucluse. Concernant les subventions, 180M€ à minima ont été attribués, 100M€ dédiés à renforcer la compétitivité de l'industrie en Vaucluse. Quasiment 25 entreprises ont été retenues sur cet appel à projets.

Entre 50.000 et 100.000 euros ont été investis en Vaucluse dans le cadre de la modernisation des machines. Pour ce qui est des services, 1400 commerces ont obtenu un chèque numérique d'un montant de 500 euros, 50 entreprises un chèque Relance export. Le sous-préfet s'en remet désormais au PIA qui prend le relais. « Je compte sur votre mobilisation pour le Plan investissement France 2030. N'hésitez pas à proposer aux belles entreprises l'offre des Obligations Relance ». Le dispositif est destiné aux entreprises qui souhaitent se développer et investir sans pour autant ouvrir leur capital à des actionnaires extérieurs.

Manque de foncier

Olivier Grégoire interpelle alors le sous-préfet au sujet de l'éternelle problématique du manque de foncier en Vaucluse. « Des entreprises sont facilement tentées de sortir du département pour aller en périphérie, dans la Drôme par exemple », s'inquiète-t-il. Julien Fraysse, qui entend parfaitement les enjeux de cette problématique, évoque le Plan de prévention des risques inondation (PPRI) destiné à réglementer le développement de l'urbanisation en zone inondable. Ce dernier ralentit voire stoppe bon nombre de projets, même si des digues RAR (résistantes à l'aléa de référence, ndlr.) sont construites « pour poursuivre l'activité. »

Autre enjeu majeur, le 'zéro artificialisation' à l'horizon 2030 et les ZAD (Zone à défendre) qui se multiplient en cas de projet sur une friche agricole. « C'est compliqué, mais nous allons vous

Ecrit par le 3 juillet 2026

accompagner au maximum avec l'Etat. Il faut mettre à contribution les promoteurs, aménageurs, qui doivent prendre leur rôle dans la densification de l'activité », appelle le sous-préfet. Dans le cadre de la reconversion des friches industrielles laissées à l'abandon, il rappelle que trois projets en Vaucluse ont été retenus.